

# PENSER LOCALEMENT POUR AGIR GLOBALEMENT

*par Anil Agarwal, Sunita Narain et Anju Sharma\**

*Dans les milieux ruraux pauvres du Tiers monde,  
la réhabilitation des écosystèmes est une question de survie.  
L'activation des capacités locales en la matière  
et une prise en charge démocratique des  
défis environnementaux mondiaux doivent être conjointes.*

Le processus de globalisation est en passe d'écartier, ou de négliger pour plusieurs décennies, jusqu'à ce qu'ils acquièrent la capacité de s'intégrer aux marchés nationaux et mondiaux, des milliards de pauvres. Vis-à-vis de la condition humaine, la situation de ces populations marginalisées est abominable, et cette expression est minimale. L'impossibilité de voir satisfaits des besoins aussi élémentaires que l'accès à l'eau potable, à une alimentation correcte ou aux soins de base implique, pour plus d'un tiers des habitants des pays en développement, une espérance de vie plafonnant à 40 ans.

## *Écosystèmes dégradés, pauvreté des peuples*

Peu d'interlocuteurs comprennent que le problème de la pauvreté des ruraux, dans une grande partie du monde en développement, n'est pas celui d'une pauvreté « économique », mais d'une pauvreté « écologique », liée à la rareté des ressources naturelles permettant de construire une économie rurale. Le rapport sur l'état de la pauvreté rurale dans le monde, publié par IFAD (Fonds International pour le Développement de l'Agriculture), fait bien ressortir le fait que, parmi ceux qui sont touchés par la pauvreté absolue (un milliard), la plupart vivent sur des terres en mauvais état. La réhabilitation de ces terres et une gestion de la ressource en eau joueront un rôle clé dans la revitalisation de l'économie locale, qui repose sur une production élevée de biomasse par la forêt, les herbages, les récoltes. Malheureusement, la pauvreté « écologique » est un problème qui n'est pas étudié parce que la plupart des économistes n'ont pas une compréhension de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, et parce que la plupart des écologistes ignorent ce qu'est la pauvreté.

Des terres et des écosystèmes en bon état, à condition qu'ils soient exploités de façon « durable », peuvent procurer toute la richesse nécessaire à une vie en bonne santé, à une vie digne. Des expériences remarquables existent en la matière, dues à la fois à

\* Center for Science and Environment, Delhi. Site web : [www.cseindia.org/](http://www.cseindia.org/)



des initiatives des gouvernements et des organisations non-gouvernementales ; dans divers pays en développement, elles ont montré qu'une bonne gestion des ressources naturelles, basée notamment sur des systèmes communautaires de collecte des eaux pluviales, peut transformer radicalement non seulement l'équilibre environnemental local, mais aussi l'économie d'une région. Par exemple, Ralegaon Sidhi, village situé dans un secteur très dégradé de l'Etat du Maharashtra, était l'un des villages les plus pauvres de l'Inde dans les années 1970. Aujourd'hui, il est l'un des plus riches, avec pour plus d'un quart des ménages un revenu de 12 000 \$ par an. À travers l'Amérique Latine, l'Afrique, et l'Asie, des communautés villageoises ont la capacité d'améliorer leur environnement et leur écosystème productif agricole pour leur survie à venir ; elles ont cette capacité, si la chance leur en est donnée, par le reboisement, la restauration des pâtures, l'entretien des sols, les systèmes locaux de collecte des eaux de pluie, le développement à petite échelle de sources d'énergie locales (1). Si un programme d'envergure mondiale pour générer des emplois était mis en place pour la réhabilitation des écosystèmes, deux des maux les plus graves qui atteignent la planète, c'est-à-dire la pauvreté et la dégradation de l'environnement, pourraient être enrayerés et, on peut l'espérer, éliminés.

Le défi du XXIème siècle réside alors dans la mobilisation, la reconnaissance, l'accompagnement concret des capacités de travail des milliards d'hommes qui vivent en marge, pour créer des richesses naturelles et développer des économies locales robustes basées sur ces richesses naturelles. L'évolution vers une gouvernance satisfaisante, fondée sur le pouvoir qu'ont les populations pour vaincre la pauvreté écologique, devient donc un point critique pour affronter le problème du développement au XXIème siècle. Dans un monde d'interdépendance, le plus fondamental des droits de l'Homme dont chacun doit profiter est le Droit de Survivre.

Il est clair également que le devenir du monde appelle une intégration entre les actions à mener localement et globalement. Les problèmes d'environnement doivent être affrontés dans une approche intégrée qui prend en compte la dimension locale et la dimension globale : le local dans le global, et le global dans le local. L'*Agenda 21* issu de la Conférence de Rio parle longuement de la relation existant entre pauvreté et environnement, problème qui concerne profondément les pays pauvres, mais aucune tentative valable n'a été entreprise dans l'après Rio pour le traiter. C'est la raison pour laquelle il est urgent que les mouvements de développement de la société civile, enracinés dans la prise en compte active des problèmes locaux, soient davantage intégrés aux négociations d'envergure mondiale. Ces groupes introduiront dans la gestion des problèmes planétaires leurs expériences et, ce qui est le plus important, leurs priorités d'action. Il est certain qu'au lieu de « penser globalement et agir localement », le monde doit « penser localement et agir globale-

(1) Cette réflexion s'appliquant identiquement au devenir des communautés liées à la pêche. Lire le dossier « Crise mondiale de la pêche. Un test pour le développement durable », *Economie et Humanisme* n° 358, octobre-novembre 2001.

ment ». C'est seulement à cette condition que les modèles de développement, avec leurs cycles de consommation et de rejets, seront remis en question ; la « gouvernance globale » et ses règles pourront alors commencer à aller au devant des besoins des populations pauvres et marginalisées.

Aussi, le renforcement de la démocratie, tant à l'échelle locale qu'à l'échelle globale, est-il la composante essentielle d'un développement soutenable. Ce renforcement qui reconnaîtra ce pouvoir de décision des communautés locales sur l'utilisation des ressources naturelles locales est essentiel ; de même que l'établissement de structures démocratiques à l'échelle globale est vital pour un accord effectif entre nations.

## Des États d'argile

Peu à peu, les systèmes de gouvernement monolithiques disparaissent et sont remplacés par des formes pluralistes. Ce processus passe par une implication croissante d'un plus grand nombre de personnes dans les décisions et les actions concernant leur vie et leur environnement ; il doit se traduire par une relation plus équilibrée des individus à leur environnement. Un retour sur l'histoire récente de l'Inde a beaucoup à nous apprendre sur ce point.

Il y a environ 250 ans, quand les Britanniques ont commencé à étendre leurs tentacules sur l'Inde, ce pays avait une école dans chaque village ; le pourcentage des habitants vivant dans des villes était supérieur à celui de tout autre pays, excepté peut-être la Chine. De nombreux arguments permettent de considérer que l'Inde était le pays le plus riche du monde, là encore à l'exception peut-être de la Chine. En particulier, les habitants avaient construit des centaines et des milliers d'ouvrages hydrauliques nécessaires à l'exploitation des terres, et préservé des centaines et des milliers de bosquets, qu'ils considéraient comme sacrés.

Le pillage de l'Inde a permis aux Britanniques de financer leur Révolution Industrielle. Mais leur héritage le plus néfaste est la façon dont ils ont détruit le système de gouvernance du pays. Les lois indiennes, avant l'arrivée des Anglais, avaient fait très peu pour le peuple. À la place, elles avaient créé des systèmes encourageant les populations à se prendre en charge. De ce fait, par exemple, un très grand nombre d'institutions locales, au niveau des villages, des villes, entretenaient les réservoirs d'eau ; des milliers d'entre eux existent encore aujourd'hui, même si c'est dans un très mauvais état. Les Anglais ont remplacé toutes ces institutions par une méga-bureaucratie qui s'est révélée totalement incapable de gérer la multitude et la diversité de ces infrastructures hydrauliques, très bénéfiques pour l'environnement. A travers le monde, et également en Inde, l'eau, affaire de tous, est devenue du seul ressort du gouvernement. Aujourd'hui,



avec le recul d'un siècle, il est difficile de croire que ce nouveau paradigme est meilleur que le précédent.

En effet, dans les pays en développement, les États modernes se sont montrés extrêmement incompétents et corrompus. Quand on regarde l'histoire environnementale de l'Inde pré-coloniale, on s'aperçoit qu'il n'y avait pratiquement pas de règles établies par les souverains d'alors ; la plupart étaient définies à la base. C'était, le plus souvent, des règles coutumières, appliquées par les communautés locales, dont le non-respect se traduisait par des sanctions sociales et religieuses. Les groupes de nomades, par exemple, croisaient rarement les routes les uns des autres. Les États modernes promulguent, à partir du sommet, un nombre de lois incalculable, sans aucun relais à la base pour s'assurer de leur application. Couplé au traditionnel manque de respect vis-à-vis du pouvoir, dont la corruption est l'une des manifestations, ce système de gouvernance moderne crée des dégâts considérables. La structure pyramidale du système de gouvernement s'est inversée, le sommet devenant plus développé que la base, d'où un système de gouvernement chancelant (2).

Dans les années à venir, les États-Nations subiront des pressions croissantes venant de deux directions : d'une part, la mondialisation économique et écologique ; d'autre part, les besoins de gestion des ressources naturelles, de protection de l'environnement et de la qualité de vie. Pour traiter des premiers problèmes, les États-Nations devront de plus en plus laisser place aux systèmes de gouvernance mondiaux, comme l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et les traités internationaux dans le domaine de l'environnement... Pour faire face aux seconds, ils devront accorder un rôle plus important à des systèmes de gouvernance locaux, impliquant fortement les institutions démocratiques des villes et des villages.

## Entre sociétés civiles

Des sociétés civiles puissantes peuvent jouer un rôle très important dans une telle transition. Cette situation se rencontre déjà dans les pays occidentaux. Par contre, dans le monde en développement, les sociétés civiles n'en sont qu'à leur début, au fur et à mesure que la démocratie parlementaire est adoptée comme principe de gouvernement par leurs nations. De ce fait, de nombreuses préoccupations environnementales propres aux pays du Sud sont négligées dans les « ordres du jour » de l'action environnementale mondiale : dégradation des sols et désertification, droits et besoins environnementaux des pauvres, etc. (3)

Les organisations occidentales de protection de l'environnement essaient bien de représenter les intérêts de l'Humanité entière, mais elles restent prisonnières de programmes fortement

(2) De nos jours, l'idée se répand que ce système doit au moins ressembler à la forme d'un tonneau pour être capable de répondre aux défis contemporains.

(3) Comme elles sont négligées fréquemment par des gouvernements du « Sud » qui s'avèrent incapables d'énoncer et de mettre en œuvre leur propre programme environnemental. Plusieurs occasions ont été manquées, par exemple dans la lutte contre la désertification, du fait de la captation du pouvoir par l'Etat, sans attribution de responsabilités fortes aux communautés.

« conservationnistes », ce qui n'est pas surprenant compte tenu des niveaux de développement économique atteints par les pays occidentaux. Même sur des sujets majeurs, comme le changement climatique, les interventions des sociétés civiles du Sud ont été très limitées. Elles n'ont que peu de soutien de leurs gouvernements, et les groupes environnementalistes ne sont pas en position de mobiliser dans leur pays les ressources financières adéquates pour des interventions [sur la scène internationale] très coûteuses. D'autre part, très peu de donateurs des pays occidentaux leur apportent les appuis nécessaires de façon pérenne.

Il est très important de prendre conscience du fait que, dans la situation émergente décrite ci-dessus, si la société civile n'est pas forte, les gouvernements seront beaucoup plus influencés par des groupes représentant des intérêts particuliers, très puissants, en particulier des intérêts économiques. Cette influence s'amplifiera avec la croissance économique. Il est peu surprenant que les négociations à l'OMC occupent une place bien plus importante que les négociations pour le préservation de l'environnement planétaire. D'ores et déjà, presque tous les traités s'affichant comme protecteurs de l'environnement ont été orientés en priorité vers la défense des intérêts des pays et des entreprises puissants (4). À tout de moins, les préoccupations environnementales et la négociation multilatérale se poursuivent tant que les intérêts économiques des pays riches ne sont pas menacés.

On considère souvent que le Mahatma Gandhi est un apôtre porteur d'un message pour les pauvres. En fait, son invitation à plus d'attention et de partage devient de plus en plus pertinente pour des sociétés d'opulence. Plus que dans la pauvreté, c'est dans la richesse que nous avons besoin de gandhiens.

### Anil Agarwal, Sunita Narain et Anju Sharma

*Ce texte est un extrait de l'ouvrage « Poles apart », (Deux mondes aux antipodes l'un de l'autre) deuxième édition du rapport sur l'état des négociations internationales dans le domaine de l'environnement (5), publié par le Center for Science and Environment de Delhi. Au-delà de sa grande valeur, il est aussi un hommage à Anil Agarwal, décédé en janvier 2002. Anil Agarwal a été un des grands pionniers de la réflexion sur l'éco-développement. En particulier, les rapports sur l'état de l'environnement en Inde, publiés en 1982 et 1985, nourris d'analyses scientifiques et de l'expérience de très nombreux mouvements sociaux en Inde, ont été une fantastique démonstration de l'importance du lien entre la qualité de l'environnement et le développement. En 1987, nous en avons traduit et publié une synthèse sous le titre « Inde, le défi de l'environnement » (Éditions L'Harmattan) (6). Nous sommes nombreux à avoir beaucoup appris à son contact et à la lecture de ses travaux.*

Economie & Humanisme

(4) Y compris la convention de Montréal sur les substances ne portant pas atteinte à la couche d'ozone et les autres conventions sur le climat.

(5) Ce rapport, ainsi que la précédente édition, peut être commandé au Center for Science and Environment à Delhi : <http://www.cseindia.org/>

(6) L'adaptation en français de ces ouvrages avait été réalisée par le Groupe Solidarité Inde dont la mission était de faire connaître la richesse des mouvements sociaux en Inde. Ce collectif regroupait, entre autres, des militants de Frères des Hommes et du CRISLA, des chercheurs d'Economie & Humanisme et du Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud... La publication périodique du CSE, *Down to Earth*, est éditée en français, sous le titre « Notre terre », par le CRISLA, 1 avenue de la Mame, 56100 Lorient.

## DES PRÉCURSEURS

« La pauvreté conduit à l'essentiel », disent en substance plusieurs écoles philosophiques et spirituelles. C'est ce qui peut expliquer l'attitude, soucieuse des équilibres sociaux et du renouvellement des ressources naturelles, des citoyens de sociétés pauvres. Les *seringueros* amazoniens entraînés par ce précurseur du contrat pour l'éco-développement qu'a été Chico Mendes (assassiné en 1990), les pêcheurs malgaches ou thaïs, les éleveurs de rennes japonais ont été « révélés » ainsi, y compris à leurs propres yeux, comme agents de développement durable.

Dans les contextes pauvres, toutes les mobilisations porteuses de ce développement font ressortir l'importance du facteur éducationnel et de la communication avec d'autres fractions de la société civile.

Ainsi l'ONG Malaise SAM (les Amis de la Terre), qui se préoccupe, depuis 1984, essentiellement du sort de la forêt, se heurte à la volonté du gouvernement fédéral de développer rapidement la Malaisie : comment continuer l'exploitation tout en préservant le patrimoine forestier ? SAM a voulu faire des propositions au gouvernement pour gérer de manière durable ce patrimoine. Malgré les tensions inter-ethniques latentes, cette démarche intègre des personnes des trois ethnies présentes : les Tamouls, les Malais et les Chinois.

Le combat des paysans sans terre du Nordeste brésilien, pour sa part, a commencé par un travail de conscientisation de la population, avec l'aide des médias, des élus et d'avocats. Puis une assistance mutuelle entre agriculteurs a été mise en place, avec le soutien d'associations

agricoles françaises, pour la formation des adultes et des jeunes et pour l'éducation au travail collectif.

Vers 1950, des « intouchables » ont entrepris une action de développement rural dans une région semi-désertique de l'Inde. Cette initiative a abouti à l'appropriation des terres par les paysans, à la mise en place d'une structure de médiation avec fonction juridique entre les participants pour débrouiller les affaires civiles, et à un apport financier extérieur sous forme de prêts sans intérêts. En 1975, le projet concernait 55 000 hectares et une population paysanne de deux millions de personnes.

À Madagascar, un projet de développement dans une petite zone rurale s'est appuyé sur l'éducation, avec la construction d'une école pour permettre aux habitants d'accéder aux savoirs et d'acquérir de nouvelles pratiques agricoles. Ce projet, qui a été jugé subversif par les élus locaux, illustre le rôle de contre-pouvoir de certains projets de développement durable.

Des situations comme celle de l'île de Mindanao, aux Philippines, replacent le développement durable dans une perspective beaucoup plus large que la simple « qualité de vie » : dans une région victime de guerre civile, le combat pour la paix, tel que le mène le réseau d'ONG Sumpay-Mindanao, est un préalable à toute action de développement. Le développement peut aussi être l'enjeu d'une bataille.

*D'après les travaux en ateliers,  
Session annuelle 2001  
d'Économie & Humanisme.*